

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

LIBAN/MANIFESTATIONS

Le bras de fer entre la rue et le pouvoir au Liban s'est prolongé samedi, au 10e jour d'un mouvement de contestation inédit, avec des risques accrus de dérapage soulignés par des heurts entre l'armée et les manifestants ayant fait au moins six blessés.

ESPAGNE/CATALOGNE

La police catalane a dispersé samedi soir plusieurs milliers de militants après une marche pacifique de 350.000 manifestants indépendantistes au centre de Barcelone, nouvelle démonstration de masse contre la condamnation de dirigeants séparatistes pour avoir tenté de faire sécession de l'Espagne.

BOLIVIE/POLITIQUE

Le président bolivien Evo Morales a exclu samedi "toute négociation politique" avec l'opposition, qui conteste les résultats de l'élection présidentielle du 20 octobre, et a écarté toute éventualité d'un second tour, malgré les tensions dans le pays.

TURQUIE/SYRIE

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a menacé samedi de "chasser les terroristes" de la frontière syro-turque si les milices kurdes syriennes ne se retiraient pas de cette zone dans les délais prévus par l'accord conclu entre Ankara et Moscou.

ETHIOPIE

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, récemment récompensé du prix Nobel de la paix, a dénoncé samedi "une tentative de provoquer une crise ethnique et religieuse", après des violences qui ont fait 67 morts cette semaine lors de manifestations.

BELGIQUE/GOUVERNEMENT

La ministre belge du Budget, la libérale francophone Sophie Wilmès, a été choisie samedi comme Première ministre par intérim, une première pour une femme à cette fonction, a annoncé le chef du gouvernement sortant Charles Michel. Ce dernier, qui doit prendre le 1er décembre la présidence du Conseil européen, avait annoncé qu'il souhaitait quitter ses fonctions actuelles "au plus tard début novembre".

KENYA/ARRESTATIONS

Quatre journalistes burundais et leur chauffeur, arrêtés alors qu'ils couvraient l'incursion de rebelles burundais venus de la République démocratique du Congo (RDC) voisine, ont été inculpés de "complicité d'atteinte à la sécurité de l'état" et écroués samedi, a-t-on appris de source judiciaire et de témoins

Bissau : un militant de l'opposition tué dans une manifestation réprimée par la police

AFP
Bissau/Guinée-Bissau

Un militant de l'opposition en Guinée-Bissau a été tué samedi dernier par des policiers, qui ont empêché à coups de gaz lacrymogènes plusieurs milliers de personnes de manifester dans la capitale pour réclamer un report de l'élection présidentielle prévue dans un mois, a-t-on appris de sources familiale et hospitalière.

Les principaux partis d'opposition et des candidats se présentant comme indépendants, dont le président sortant José Mario Vaz, avaient appelé à manifester pour exiger une révision complète du fichier électoral, afin d'éviter les fraudes lors du scrutin, fixé au 24 novembre, dans cette ancienne colonie portugaise d'Afrique de l'Ouest chroniquement instable.

Cette révision, refusée par le gouvernement dirigé par le parti historique, Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et

du Cap-Vert (PAIGC), entraînerait un report de l'élection, alors que la communauté internationale insiste sur un respect du calendrier électoral.

Demba Baldé, âgé de 48 ans - et non d'une vingtaine d'années comme l'avaient initialement indiqué des témoins -, se trouvait dans une permanence du second parti d'opposition à l'Assemblée, le Parti pour la rénovation sociale (PRS), a expliqué à l'AFP son frère, Alimo.

"Un cordon de policiers solidement armés de matraque et de lance-grenades nous a empêché de sortir pour rejoindre nos camarades dans la rue", a précisé Alimo Baldé.

«Un cordon de policiers solidement armés de matraque et de lance-grenades nous a empêché de sortir pour rejoindre nos camarades dans la rue», a précisé Alimo Baldé.



La foule battant le pavé à Bissau.

"Il y a eu des échauffourées et Demba a été arrêté par quatre agents de police qui l'ont roué de coups et aspergé de gaz. Il est tombé en sang et avait du mal à respirer. Nous avons essayé de le réanimer mais malheureusement, il a rendu l'âme avant d'arriver à l'hôpital", a-t-il poursuivi. Une photo envoyée par un témoin à un correspondant de l'AFP montre un homme au sol, la tête baignant dans une flaque de sang. Ce témoin a éga-

lement envoyé une photo de la carte d'identité de la victime, permettant de l'identifier. Un infirmier de la principale morgue de Bissau a confirmé avoir reçu le corps qui "présentait des traces de coups". Ailleurs dans la ville, la police est intervenue à coup de gaz lacrymogène pour disperser les manifestants qui tentaient de se rassembler, faisant plusieurs blessés, selon un correspondant de l'AFP.

Une crise politique de plus ?



Le président sortant de Guinée-Bissau, José Mario Vaz, favorable au report de la présidentielle.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

La Guinée-Bissau s'apprête à vivre dans un mois un scrutin présidentiel des plus houleux de sa jeune histoire. Avant même que les hostilités

ne soient lancées, les principaux candidats en sont déjà à s'étriper sur la place publique par manifestations interposées. Les opposants et candidats indépendants posant le préalable du toilettage des listes électorales avant la tenue dudit vote.

Ce qui s'est passé le week-end dernier où un manifestant a été tué serait-il annonciateur d'une présidentielle à risque? De l'avis des observateurs, il est presque certain que ce vote sera émaillé de violences. Au fil des années, ce petit pays d'Afrique de l'Ouest, ancienne colonie portugaise, est connu pour son instabilité politique, faite de plusieurs coups d'État sanglants et autres violences graves. Sans compter le paroxysme atteint en 1999 avec la guerre civile qui a fortement

Avant même que les hostilités ne soient lancées, les principaux candidats en sont déjà à s'étriper sur la place publique par manifestations interposées.

ébranlé l'équilibre précaire d'un des pays les plus pauvres au monde. Alors que le report exigé par les partis politiques de l'opposition et les candidats indépendants trouve son fondement dans la révision du fichier électoral, les prémices d'une impréparation de ce scrutin pointent déjà à l'horizon. Toute chose qui semble convenir au parti au pouvoir, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), majoritaire au Parlement, et qui dirige le gouvernement.

Si la situation actuelle perdure, il est à craindre que la République de Guinée-Bissau connaisse dans les jours à venir sa énième crise politique depuis son accession à l'indépendance en 1975, grâce au défunt père de la nation, Amilcar Cabral.